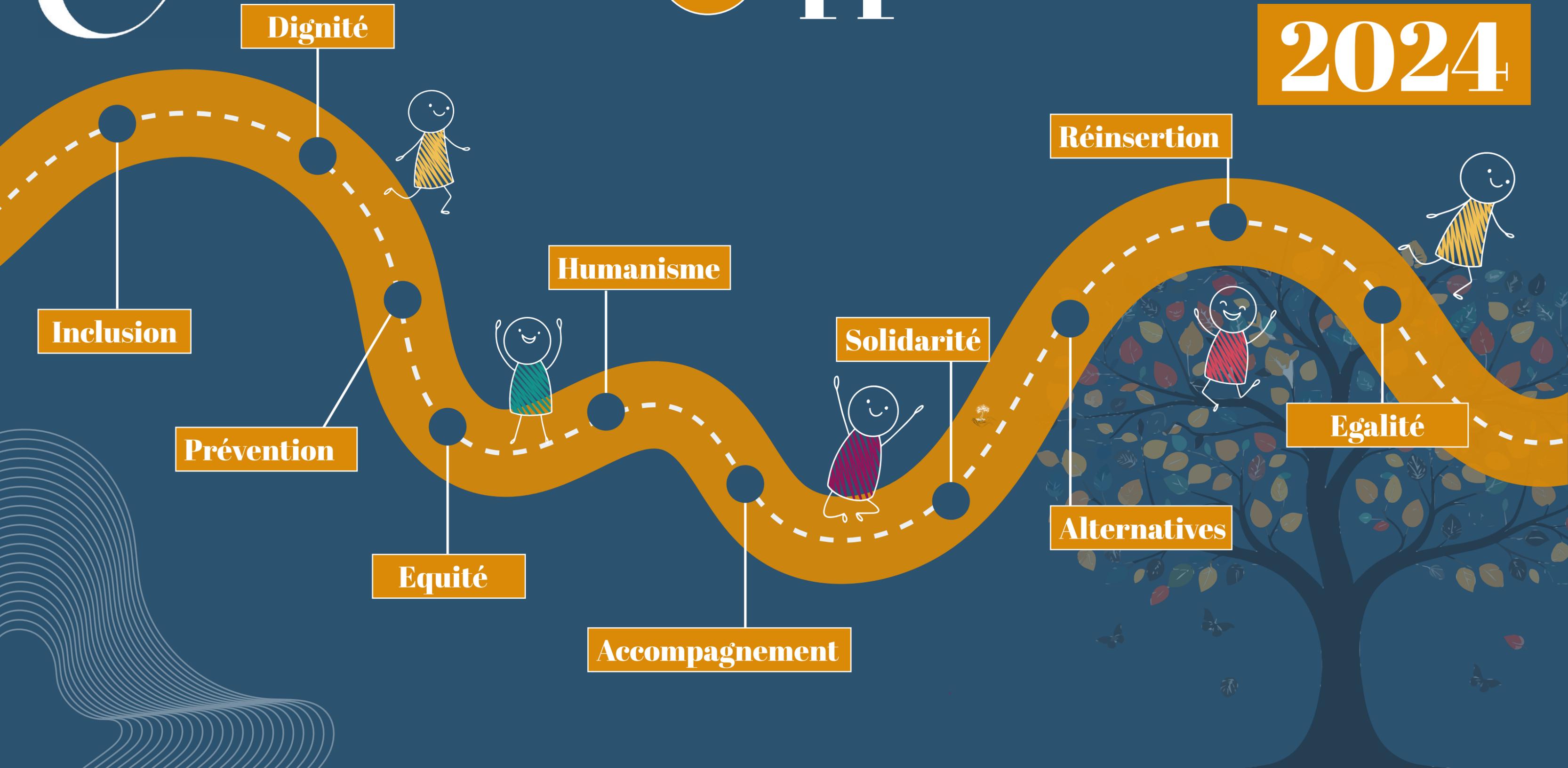


# Rapport d'activités

2024



Dignité



Inclusion

Prévention

Equité

Accompagnement

Humanisme



Solidarité



Réinsertion

Alternatives

Egalité



# Éditorial



**L'**activité de la fédération a, encore une fois, été particulièrement soutenue en 2024. Elle témoigne du dynamisme et de l'engagement de ses adhérents, de son conseil d'administration mais aussi et surtout de son équipe salariée.

Dans un contexte compliqué sur le plan national, nous avons décidé de modifier nos statuts pour permettre d'enclencher une demande de reconnaissance d'utilité publique (RUP), avec pour objectif de diversifier nos sources de financement et la reconnaissance de l'Etat envers notre structure.

Ces nouveaux statuts et le règlement intérieur modifié, votés en assemblée générale extraordinaire en décembre 2024, représentent la finalisation d'un important travail de réflexions et d'échanges menés par les membres du conseil d'administration qui a également conduit à réécrire la charte d'engagements réciproques que chaque association adhérente signe avec la fédération.



Cette année 2024 a également vu se concrétiser un projet de plusieurs mois : la mise en place du conseil consultatif. Il s'agit d'un groupe de personnes expertes qui ne font pas partie du réseau des adhérents ayant pour mission d'éclairer le conseil d'administration dans ses décisions stratégiques. Il a été réuni à deux reprises au cours de l'année et a commencé à travailler avec le conseil sur la thématique de la parentalité.

Un point particulier de satisfaction pour 2024 est la poursuite du développement de l'activité du service de formation.

Avec plus de 800 stagiaires accueillis dans 86 formations, la fédération continue son action de professionnalisation du secteur socio-judiciaire et permet aux acteurs de terrain de trouver des formations adaptées à leurs besoins d'accompagnement de publics fragilisés.

Par ailleurs, malgré les difficultés des associations, les réunions régionales ont eu lieu régulièrement dans chacune de nos neuf régions. Ce sont des lieux d'échanges des pratiques mais également d'information réciproque entre la fédération et les adhérents, indispensables à notre fonctionnement et leur régularité témoigne de la vitalité de notre réseau. Le succès de la journée interrégionale organisée en octobre, par visio interposée, sur la thématique de la santé a renforcé ces liens et nous conduira à renouveler cette expérience.

Cette année, la fédération a poursuivi sa politique de mise en valeur des actions les plus innovantes pour permettre une amélioration générale de la prise en charge des auteurs, que ce soit dans le champ pré sentenciel, post sentenciel, ou concernant la justice des enfants et des adolescents.

Ainsi en est-il du webinaire sur la plus-value de la prise de contact avec la victime dans le cadre de la mesure de contrôle judiciaire socio-éducatif mais également de la journée organisée à Caluire-et-Cuire sur le risque éducatif partagé en matière de protection de l'enfance et aussi du webinaire sur la désistance et sur l'accompagnement des parcours de sortie de délinquance. La fédération développe sa politique de communication pour se faire connaître sur les réseaux sociaux mais aussi et surtout, pour informer le public sur les thèmes en lien avec notre activité et sur l'activité des adhérents. A cet égard, nous vous invitons à ne pas manquer la rubrique « *nos adhérents ont du talent* » qui met en valeur un adhérent et/ou une personne chaque mercredi sur LinkedIn.

Pour 2025, les sujets ne manquent pas qui sont déjà au travail : qu'il s'agisse de poursuivre les deux études en cours sur le Placement à l'extérieur ou les grilles criminologiques, de continuer le travail autour du Contrôle Judiciaire socio-éducatif, ou encore faire œuvre de plaidoyer en ce qui concerne la justice des enfants et des adolescents.

Le financement de notre secteur est également un axe de travail important pour lequel la fédération a déjà fait des propositions en direction du ministère de la Justice.

Le chemin est encore long mais nous savons pouvoir compter sur l'investissement du conseil d'administration et de l'équipe de la fédération et également sur nos partenaires associatifs, au premier rang desquels le Mouvement Associatif, dont Citoyens & Justice est membre du conseil d'administration.

**Marielle Thuau**  
**Présidente**

**Stéphane Landreau**  
**Directeur Général**

# Sommaire



4

Organisation



8

Quelques rencontres  
& auditions



12

Formations



5

Accompagner  
nos adhérents



9

Décrypter,  
préconiser, outiller



13

Communication



6

Renforcer les liens  
à l'échelle régionale



10

Égalité  
femmes-hommes



15

Evènements



7

Partenariats, conventions  
et représentations



11

Recherche  
& enquête



17

Culture



# Organisation

## Citoyens & Justice, fédération des associations socio-judiciaires

**M**arielle Thuau est présidente de Citoyens & Justice depuis le 27 juin 2019.

20 membres siègent au conseil d'administration et 7 sont membres du bureau.

**L**e Conseil Consultatif est un groupe de personnes expertes ne faisant pas partie du réseau d'adhérents de la fédération afin d'éclairer Citoyens & Justice dans ses décisions en matière stratégique.

**S**éphane Landreau est directeur général de la fédération et est accompagné de 13 salarié.e.s réparti.e.s au sein de 6 pôles d'activités.

Le centre de formation s'appuie sur une équipe pédagogique composée de formateurs et formatrices expert.e.s, dont l'engagement et la maîtrise des enjeux métiers garantissent un accompagnement de qualité et une montée en compétences durable pour chaque apprenant.e.

150  
associations  
adhérentes

+7

EN 2024

Rejoignez-nous !



# Accompagner nos adhérents



## DYNAMISER LES ADHÉSIONS À LA FÉDÉRATION

### Nouvelle procédure d'adhésion

En 2024, le groupe de travail « développement du réseau et structuration de la vie régionale » a élaboré une nouvelle procédure des demandes d'adhésion permettant de garantir le respect de la Charte d'engagements réciproques et prévenir les situations de concurrence.

## LE PLACEMENT A L'EXTÉRIEUR

### Développer & diversifier la mesure

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement et de la diversification des solutions de placement à l'extérieur, Citoyens & Justice a répondu aux sollicitations de ses adhérents en mettant son expertise à leur service.

## LA PRISE DE CONTACT AVEC LES VICTIMES

### Évolutions des pratiques professionnelles

Dans le cadre de l'accompagnement des auteurs, le travail de prise en considération de la victime se matérialise principalement à travers trois axes :

- Responsabiliser l'auteur au regard des actes qu'il a commis et de l'impact de l'infraction sur la victime.
- Prévenir, à travers l'accompagnement socioéducatif de l'auteur, la réitération d'une nouvelle infraction.
- Acculturer les services socio-judiciaires à la prise en considération de la victime.

## PLEX

### Plateforme PLEX

En 2024, la direction du projet Procédure Pénale Numérique (PPN) a participé à deux réunions régionales en visioconférence dans les régions Sud-Est et Nord pour échanger directement avec les adhérents qui ont pu faire état de leur réalité de terrain et des obstacles qu'ils pouvaient rencontrer. Dans le cadre de la convention entre Citoyens & Justice et la PPN, des échanges réguliers ont eu lieu durant l'année.

## SEXUALITÉ DANS LES ACCOMPAGNEMENTS SOCIO-JUDICIAIRES

### Pourquoi et comment aborder l'intime ?

Le 6 novembre 2024, la commission nationale pré-sententielle, accueillie par l'association SIAAJ à Grenoble, a dédié une journée à la thématique « Sexualité dans les accompagnements socio-judiciaires : Pourquoi et comment aborder l'intime ? ».

## FRAIS DE JUSTICE

### Et associations habilitées

Au regard des multiples difficultés rencontrées par les associations mettant en œuvre des mandats judiciaires payés sur frais de Justice, la Commission a invité Mesdames Julard et Ibnouhachim afin d'échanger autour des difficultés constatées en s'appuyant sur une étude réalisée auprès de 47 associations intervenant dans le champ pré sententiel.

## ACCOMPAGNER LA SORTIE DE DÉLINQUANCE

### Comprendre la désistance pour mieux agir

Comprendre les mécanismes de la désistance pour enrichir les pratiques d'accompagnement : c'est dans cet objectif que Valérian Benazeth, chercheur au CESDIP, est intervenu lors du webinaire. Ce qui a permis d'explorer les leviers favorisant la sortie de la délinquance et de renforcer les stratégies d'intervention des associations.

## ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DE PROXIMITÉ

### Au service des associations du réseau

Face à la complexité croissante de l'organisation des services socio-judiciaires, Citoyens & Justice joue un rôle essentiel de soutien technique et stratégique auprès de ses adhérents.

## HAUTE AUTORITÉ DE LA SANTÉ

### Guide d'évaluation des ESSMS

Ce guide adopte une approche pratique et opérationnelle, en mettant l'accent sur les critères impératifs, essentiels pour une mise en conformité immédiate. Ces critères sont regroupés sous forme de fiches thématiques afin de faciliter leur appropriation par les associations. Le document sera finalisé courant 2025, avec l'ajout des critères standards actuellement en cours d'élaboration.

## WEB ATELIERS

### AJUCO

Afin d'accompagner le lancement de l'enquête AJUCO sur les pratiques d'accompagnement des auteurs de violences conjugales, Citoyens & Justice a organisé deux web-ateliers interactifs à destination des associations du réseau. Pensés comme des temps d'échange en direct, ces ateliers ont permis de guider les participants dans la démarche, de répondre à leurs interrogations et de favoriser une participation active et partagée à ce travail d'enquête.

## DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE

### Groupe d'échange et de pratique

Le groupe d'échange de pratiques des éducateurs en réparation et médiation pénales a poursuivi sa dynamique de réflexion et de partage, réunissant à chaque séance entre 15 et 20 associations. Le DIPC Stage est désormais finalisé, tandis que les travaux sur le DIPC, le DIPR médiation et la trame du rapport de médiation se poursuivent. Ce groupe est ouvert au secteur public, favorisant ainsi une approche collective et partagée des enjeux du secteur.

## MESURE D'INTÉRÊT ÉDUCATIF

### Une nouvelle mesure à destination des 13 - 16 ans

Lors de la Commission Justice des Enfants & des Adolescents, une nouvelle mesure instaurée par le ministère de la Justice a été présentée. Destinée aux jeunes de 13 à 16 ans, elle s'apparente à une mesure de réparation renforcée, prévoyant 24 à 30 heures d'accompagnement éducatif réparties sur six mois. Les contours de cette mesure d'intérêt éducatif sont détaillés dans une circulaire signée par le Garde des Sceaux le 30 avril 2024.

# Renforcer les liens à l'échelle régionale

## 2024 en chiffre

**3** Réunions régionales par an, dans chacune des régions

**1** journée interrégionale

## 15 Journée interrégionale

### Santé & Accompagnement socio-judiciaire

15 octobre 2024 | En région & à distance

Cette journée a permis aux adhérents de travailler une thématique commune à tout le réseau, en l'occurrence celle du lien entre **socio-judiciaire et santé**.

Document de synthèse



LES DICA



**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Evaluation des mesures socio-judiciaires

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Lien entre associations C&J et MDPAAD  
Echanges sur PLEX avec la direction PPN

**2 réunions**  
2 en présentiel

Lutte contre les addictions

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Gouvernance des associations socio-judiciaires

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Place de la parentalité dans l'accompagnement des PPSMJ

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Kit socio-judiciaire

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Enquête de personnalité

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Echanges sur PLEX avec la direction PPN  
Place de la parentalité dans l'accompagnement des PPSMJ

**3 réunions**  
2 en présentiel & 1 en visio

Charte interrégionale DIRPJJ  
Centre-Est / Cartographie / Plex / Mutualisation



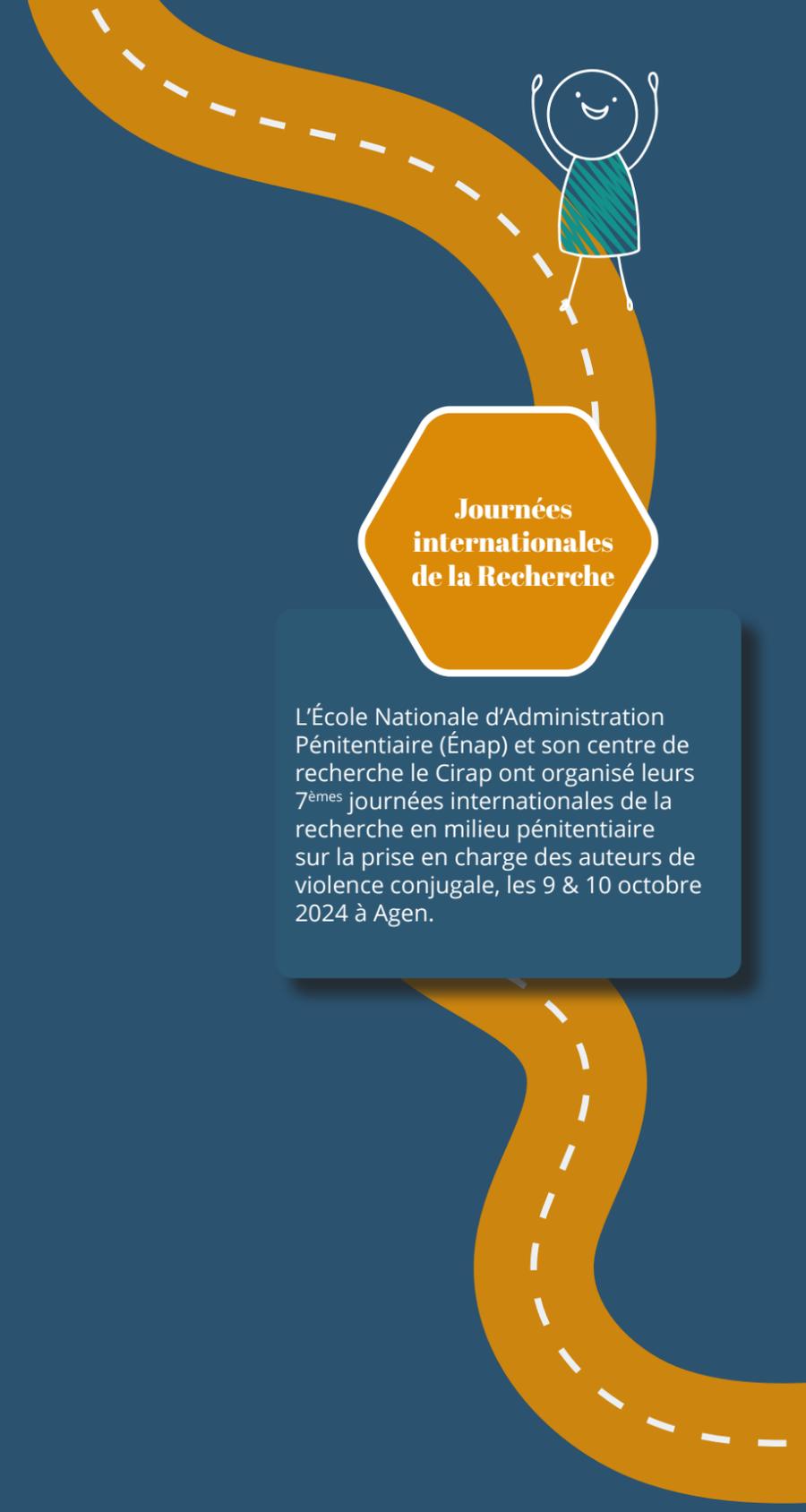
## En outre mer

**Rencontres**  
en visio

Les adhérents présents en outre-mer ont quant à eux reçu des propositions de rencontres individuelles, à défaut de pouvoir réunir suffisamment de participants dans les instances collectives.



# Partenariats, Conventions & Représentations



## Journées internationales de la Recherche

L'École Nationale d'Administration Pénitentiaire (Énap) et son centre de recherche le Cirap ont organisé leurs 7<sup>èmes</sup> journées internationales de la recherche en milieu pénitentiaire sur la prise en charge des auteurs de violence conjugale, les 9 & 10 octobre 2024 à Agen.

## Conseil National de la Protection de l'Enfance

Citoyens & Justice est membre titulaire du CNPE pour l'Uniopss. En 2024 la fédération a participé aux divers travaux tels que l'avis sur les décrets et arrêtés, la participation aux plénières 2024, ainsi qu'à des groupes de travail sur la Parentalité, le collège des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs 2024.

# Quelques rencontres & auditions



## JANVIER

- 11 **Conférence**  
Placement à l'extérieur  
OIP
- 30 **Groupe de Travail**  
Placement à l'extérieur  
Direction de l'Administration  
Pénitentiaire
- 31 **Comité Technique**  
Centre de Prise en Charge  
des Auteurs de violences  
conjugales  
*En 2024 : 5 rencontres*
- Rencontre avec le CIPDR**  
Etienne Apaire,  
secrétaire général
- Rencontre avec la DACG**  
Cécile Gressier  
sous-directrice à la justice pénale

## FÉVRIER

- 01 **Rencontre Égalité F/H**  
Laëtitia Dhervilly,  
haute fonctionnaire à  
l'égalité femmes/hommes
- 06 **Comité de Pilotage**  
«Les cahiers dynamiques»  
*En 2024 : 2 rencontres*
- 07 **Rencontre avec la Direction des  
Services Judiciaires du ministère  
de la Justice**  
Roland De Lesquen, sous-directeur
- 16 **Audition de l'Inspection  
Générale de la Justice**  
« Structure et durée de la  
détention provisoire »

## MARS

- 06 **Rencontre avec la DAP**  
Elsa Van Vlierberghe  
référente nationale  
droits sociaux Hébergement -  
Logement, lutte contre la pauvreté  
*En 2024 : 2 rencontres*
- 21 **Journée d'études - INJEP & DPJJ**  
Actualités des recherches  
sur les mineurs en prison
- Audition au cabinet  
du Garde des Sceaux**  
Emmanuelle Allain, conseillère  
politique judiciaire de la jeunesse
- 22 **Plénières du Conseil National  
de la Protection de l'Enfance**  
*En 2024 : 4 rencontres*

## AVRIL

- 02 **Groupe de Travail - CIPDR**  
Renforcer les liens entre les Forces de  
Sécurité Intérieures (FSI) et la population
- 03 **Cour des Comptes**  
Mission d'évaluation de la politique  
publique relative au développement de  
2 peines alternatives à l'incarcération  
(TIG et DDSE)
- 16 **Rencontre avec la DPJJ**  
Caroline Nisand, directrice de la  
Protection Judiciaire et de la Jeunesse
- Rencontre avec le ministère chargé  
de l'Égalité entre les femmes et les  
hommes**  
Yaëlle Reynaud, conseillère en charge  
de la lutte contre les violences faites aux  
femmes et la traite des êtres humains
- 17 **Audition**  
Cabinet de la ministre déléguée  
chargée de l'enfance, de la jeunesse  
et des familles
- Rencontre MILDECA**  
organisée par l'association  
Possible (69)

## MAI

- 02 **Groupe de travail - CIPDR**  
Prévenir la récidive dans le cadre  
des travaux de rénovation de la  
Stratégie nationale de prévention de  
la délinquance
- 22 **Audition au cabinet  
du Garde des Sceaux**  
Emmanuelle Allain, conseillère  
politique judiciaire de la jeunesse
- 29 **Réunion semestrielle DPJJ**

## OCTOBRE

- 09 **7èmes journées internationales  
de la recherche**  
ENAP - Agen

## JUILLET

- 04 **Rencontre**  
Laureline Peyrefitte,  
directrice des Affaires Criminelles et  
des Grâce et Cécile Gressier, sous  
directrice à la justice pénale (DACG)
- 10 **Rencontre DPJJ - Citoyens & Justice**  
Convention Pluri-annuelle d'Objectif

## JUIN

- 05 **Comité d'Orientation Stratégique**  
Agence du Travail d'Intérêt Général  
et de l'Insertion Professionnelle  
*En 2024 : 2 rencontres*
- 12 **Rencontre**  
Fédération Nationale  
Solidarité Femmes (FNSF)
- Rencontre**  
Bureau de prévention de la  
délinquance et santé  
Cabinet / SCAP / Paris dispositif
- 13 **Audition**  
Mission IGAS/IGJ/IGESR sur les  
mineurs en situation complexe
- 20 **Rencontre Act'ice**

## NOVEMBRE

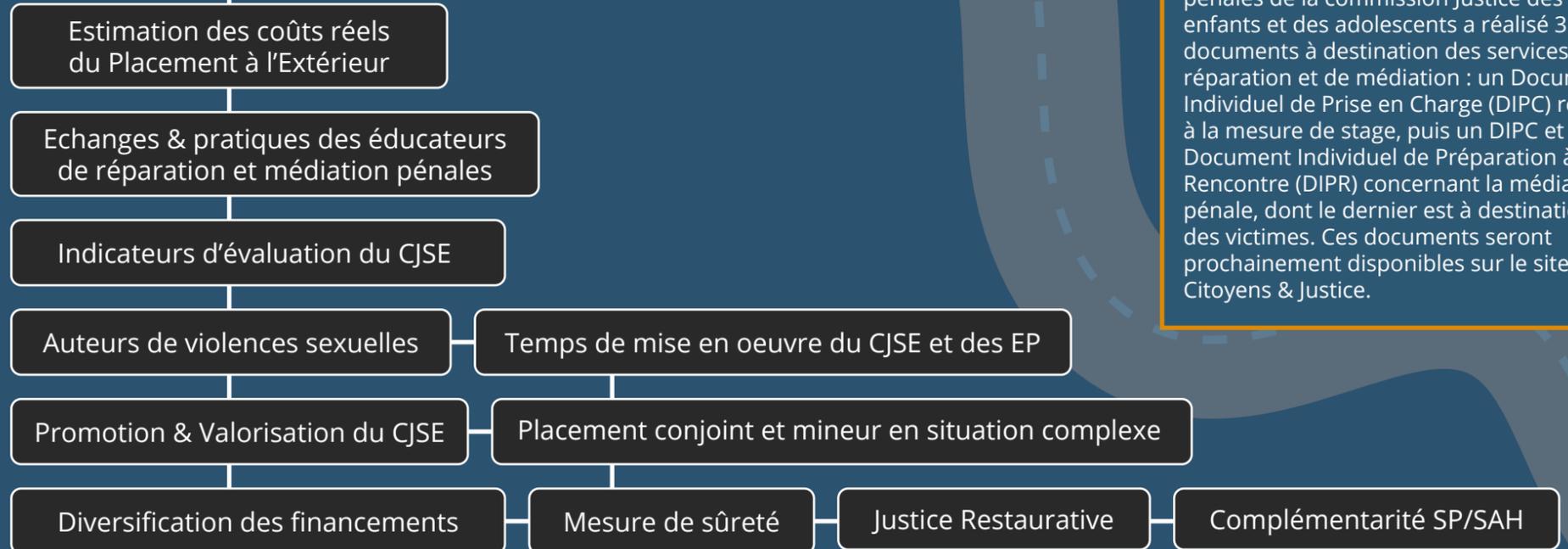
- 05 **Audition par Charlotte Caubel**  
dans le cadre d'une mission sur  
les missions des délégués du  
procureur
- 12 **Audition par Laurence Harribey,  
sénatrice**  
Avis sur les crédits du programme  
« protection judiciaire de la jeunesse »  
Uniopss, CNAPE et FN3S
- 14 **Conseil National  
de la Protection de l'Enfance**  
Bureau
- 27 **Journée COOP'INS**  
organisée par l'association Possible  
Intervention sur la politique  
partenariale entre l'administration  
pénitentiaire et les structures de l'ESS

## DÉCEMBRE

- 06 **Rencontre avec le directeur de la  
Direction des Services Judiciaires**  
ministère de la Justice
- 11 **Rencontre avec le Service d'Accès au  
Droit et à la Justice et de l'Aide aux  
Victimes (SADJAV)**  
Claire Liaud, Cheffe du SADJAV
- 18 **Réunion Semestrielle  
DPJJ**

# Décrypter, préconiser, outiller ...

## Quelques groupes de travail



Un outil précieux : la carte Interactive

### RÉSEAU CITOYENS & JUSTICE

La fédération assure une veille sur les coordonnées et les missions des associations adhérentes, mises à jour en temps réel via un logiciel de gestion des données. Ces informations alimentent une carte interactive, accessible sur son site, répertoriant les associations, leurs contacts et leurs principales activités socio-judiciaires.



Ce que Citoyens & Justice défend

### NOTE DE POSITIONNEMENT

Législatives 2024

A quelques jours du premier tour des législatives, Citoyens & Justice a publié une note rappelant ses valeurs ainsi que des extraits des propositions relatives à la politique pénale et concernant les enfants & les adolescents des principaux partis en situation de gouverner après les législatives.



l'entrée en vigueur de 2 accords !

### ACCORD SÉCUR

Suite à la signature de deux accords le 4 juin dernier (*mise en place d'une convention collective nationale unique étendue et accord Sécur*), la fédération adresse une note à son réseau pour clarifier la situation et préciser les actions en cours. Par ailleurs, elle a également organisé un webinaire le 8 juillet 2024.



Stages, médiation pénale...

### OUTILS PRO

Le groupe d'échanges de pratique des éducateurs de réparation et de médiation pénales de la commission Justice des enfants et des adolescents a réalisé 3 documents à destination des services de réparation et de médiation : un Document Individuel de Prise en Charge (DIPC) relatif à la mesure de stage, puis un DIPC et un Document Individuel de Préparation à la Rencontre (DIPR) concernant la médiation pénale, dont le dernier est à destination des victimes. Ces documents seront prochainement disponibles sur le site de Citoyens & Justice.



Professionnel.le.s du secteur social et/ou judiciaire

### CATALOGUE FORMATIONS

Développez vos compétences !

Face à la complexité croissante des situations et à l'évolution constante du cadre légal, le développement continu des compétences des professionnel.le.s de Justice est un enjeu majeur. C'est le défi que le pôle formations de Citoyens & Justice relève année après année, et ce depuis plus de 40 ans.



Réservé aux adhérents

### KITS DE COMMUNICATION

Présentation du secteur socio-judiciaire

Des fiches ressources pour présenter la fédération, le secteur associatif, les missions des associations, ainsi que quelques ressources et outils réalisés par la fédération et un point sur la procédure pénale.



Le Contrôle Judiciaire Socio-Éducatif

Des outils d'information et de communication permettant de faire connaître ou redécouvrir cette mesure alternative à la détention provisoire auprès d'interlocuteurs divers. Il comprend un mémento, une plaquette de présentation, une affiche, un livret d'accueil et un annuaire national.



# Egalité entre les Femmes & les Hommes



## La place des femmes dans le traitement pénal

Mobilisée au sein du pôle « Accompagnement des personnes condamnées », la chargée de mission égalité femmes-hommes a participé à la co-construction, avec la responsable de pôle, du programme de la commission nationale post sententielle des 21 et 22 novembre 2024 à Anglet, sur la **thématique de place des femmes dans le traitement pénal**. Ce qui a permis de faire vivre un partenariat tissé depuis plusieurs années avec la fédération nationale des CIDFF, qui est intervenue lors de cette commission.

Cette commission a pu être enrichie de l'apport d'universitaires tels que :

- Philippe Arnaud qui a écrit *"La fabrique des jugements"*,
- Coline Cardi, sociologue spécialiste du genre et de la déviance,
- Camille Chopart, doctorante qui a réalisé une thèse sur le genre, la prison et les aménagements de peine.

Comité Justice

Créé en 2023 par Citoyens & Justice, le Comité Justice qui réunit des membres impliqués dans la lutte contre les violences intra familiales a engagé une réflexion sur **l'accompagnement des auteurs de violences conjugales dans la sphère judiciaire**.

Leur expertise et les regards croisés sont recherchés afin d'être force de propositions, de réfléchir sur des perspectives qui offrent une analyse systémique, genrée et holistique, impliquant l'accompagnement global des auteurs, celui des victimes et la nécessité absolue d'intégrer l'intérêt supérieur des enfants.

## ENQUÊTE AJUCO ACCOMPAGNEMENT & PARCOURS JUDICIAIRE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

Le Comité Justice de Citoyens & Justice a permis d'identifier un besoin de recueil d'information sur l'accompagnement des auteurs de violences conjugales du fait de la multiplicité des dispositifs et de leur empilement.

Du fait des constats de cette instance, en 2024, la fédération a créé une **enquête intitulée AJUCO** pour analyser et recueillir les pratiques judiciaires en la matière, ainsi que les pratiques des associations du réseau.

## 5 grandes thématiques abordées

Responsabilisation des auteurs & place de l'obligation dans le soin

Place du collectif & manque de clarté entre le travail de groupe et les stages

La protection des victimes via l'accompagnement des auteurs

Le contrôle coercitif

La place du genre dans les statistiques & l'analyse

**Participation**  
**28 associations**

**Soit 1/4 des juridictions**

**2 Web ateliers**

Ces web ateliers ont été mis en place dans la phase de recueil des données afin de guider les associations souhaitant répondre à l'enquête.

## Elargissement de l'enquête AJUCO aux violences intrafamiliales et au post sententiel

La chargée de mission égalité a travaillé conjointement avec la responsable du pôle et une stagiaire élève avocate pour **élargir l'enquête AJUCO à l'ensemble des violences intrafamiliales et sur le champ post sententiel**.

En effet, à l'origine de l'enquête AJUCO, élaborée en lien avec le Comité Justice, il s'agissait d'explorer exclusivement les violences conjugales et ce dans le champ pré sententiel.

Au dernier trimestre 2024, **AJUCO+ a été créé** en regroupant l'ensemble des violences intrafamiliales dont les codes NATINF sont nombreux, ainsi que **la spécificité des accompagnements dans le cadre post sententiel** (sursis probatoires, placements à l'extérieur, stages).  
Le recueil de données est planifié pour l'année 2025.

Théâtre

## « Le dos au mur » : une immersion théâtrale dans le parcours judiciaire des auteurs de violences



Citoyens & Justice a activement participé à l'élaboration de cette pièce de théâtre. Celle-ci propose une exploration approfondie du cheminement judiciaire des hommes auteurs de violences conjugales.

Elle retrace leur parcours depuis la garde à vue jusqu'au procès, en passant par les mesures judiciaires et les soins obligatoires qui leur sont imposés. À travers cette mise en scène, l'objectif est de mettre en lumière les enjeux et les défis de leur transformation personnelle face aux exigences d'une société engagée en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La première représentation a été jouée le jeudi 7 novembre 2024 sur Villeurbanne et elle a été précédée d'une table ronde réunissant des professionnels de la question dont Citoyens & Justice.

## OFFRES DE FORMATIONS 2025

**LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES :**

**DÉVELOPPEZ VOS COMPÉTENCES !**



## UN PROCESS EN 4 PHASES

- 1 Création  
Janvier - Mars
- 2 Tests  
Avril
- 3 Lancement  
Mai
- 4 Recueil & analyse  
Juin - Juillet

# Recherche & enquête



## Criminologie appliquée : co-construire des outils pour renforcer l'accompagnement des personnes sous main de justice

Depuis plus de deux ans, Citoyens & Justice accueille Anouck Jégo, doctorante en droit pénal et sciences criminelles, dans le cadre d'une convention CIFRE. Sa mission principale : piloter une recherche-action visant à créer des outils d'évaluation criminologique adaptés aux pratiques des intervenant.e.s socio-judiciaires du réseau.

Face au besoin exprimé par les associations de disposer d'outils plus adaptés au terrain, la fédération a initié, en 2023, un projet de recherche-action en collaboration avec trois associations pilotes. L'objectif est de développer des grilles d'évaluation criminologique sur-mesure pour enrichir l'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, en complémentarité avec les mesures judiciaires existantes.

Le projet, structuré en plusieurs phases jusqu'en 2026, prévoit l'élaboration, la théorisation, la formation et la mise à l'épreuve de ces outils, suivies d'une validation scientifique. Il s'appuie sur un comité scientifique composé de chercheur.e.s, magistrat.e.s et professionnel.le.s du secteur, ainsi qu'un comité de pilotage animé par la fédération.

Le service communication de Citoyens & Justice joue également un rôle essentiel pour rendre ces outils accessibles, notamment grâce à la création de supports graphiques adaptés (BD, jauges visuelles, etc.).

Enfin, des perspectives sont en cours autour de la sensibilisation universitaire à la criminologie, avec une journée thématique en préparation à l'Université de Pau. Trois sites pilotes ont ainsi pu être approchés pour participer à cette recherche-action.



## Une démarche d'évaluation pour renforcer la reconnaissance du placement à l'extérieur

Dans une volonté d'objectiver l'impact du placement à l'extérieur, Citoyens & Justice a lancé début 2024 une étude visant à évaluer son utilité sociale et son impact économique.

Conduite avec le cabinet KOREIS, partenaire de l'ATIGIP et soutenue par la Fondation M6 et la Fondation de France, cette démarche mobilise 17 associations adhérentes autour d'un suivi de fin des parcours des personnes accompagnées.

Un premier comité de suivi s'est tenu en juin 2024, marquant une étape importante dans ce projet structurant, qui se poursuivra jusqu'à l'été 2026.



## Enquête nationale : état des lieux de la Justice réparatrice au sein des associations habilitées Justice

Depuis 2022 et l'entrée en vigueur du Code de Justice pénale des mineurs, Citoyens & Justice réalise des enquêtes régulières afin de soutenir les associations face à la crise inédite que connaît la justice réparatrice (réparation pénale, médiation pénale et justice restaurative) malgré des textes très favorables à son déploiement.

Il est donc nécessaire pour la fédération d'objectiver les remontées de terrain des adhérents en réalisant des enquêtes en temps réel permettant d'alerter au plus vite les décideurs publics et de préconiser des solutions à la lumière des problématiques repérées grâce au réseau élargi.

Cette année encore avec un taux de réponse de 91% (39 associations sur les 43 habilitées en France), la fédération a été en capacité de mettre en exergue avec précision et exhaustivité les points d'amélioration, les points de tension, les problématiques de complémentarité rencontrées sur le terrain. Suite à cette enquête, la DPJJ a reçu la fédération en urgence pour trouver des solutions dont certaines sont inscrites dans la circulaire de tarification de la protection judiciaire de la jeunesse.

### Membres du Comité de Suivi

- **Emilie Adam-Vezina**, sociologue
- **Céline Bertetto**, présidente de l'ANJAP
- **Ludovic Dardenne**, Permis de construire
- **Vincent Delbos**, Président du comité Prisons de la Fondation de France, Co-financeur de l'action
- **Angélique Heidsieck**, Conseillère à la chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Versailles
- **Jean-Claude Mas** et **Nathalie Vallet**, OIP - section française
- **Emmanuelle Tanneau**, Déléguée générale adjointe, Fondation M6, Co-financeur de l'action

**91%** de taux de réponse auprès des services de réparation pénale associatifs habilités en France, **soit 39 associations sur les 43 habilitées** + 4 associations socio-judiciaires et de protection de l'enfance sur la justice restaurative.

Mesures et dispositifs observés :

- Réparation pénale
- Médiation pénale
- Justice restaurative

# Formations



Certification  
au titre  
des actions  
de formation



**Un réseau de formatrices et formateurs** riches d'une expérience professionnelle de terrain importante, afin d'être en lien avec les réalités rencontrées par les professionnel.le.s des associations.



**Une offre de formation variée** adaptée aux besoins des professionnel.le.s du secteur socio-judiciaire afin de permettre à chacun.e d'accomplir ses missions d'accompagnement des publics fragilisés.

## FORMATION DE FORMATEURS EN MILIEU CARCÉRAL

PROJET

*Appréhender et comprendre les enjeux de l'intervention en milieu carcéral*

L'AFPA Grand Est a confié au pôle formation de Citoyens et Justice la mission de créer un module adapté sur **3 jours pour 20 formateurs** (2 groupes) dont le projet visait à appréhender et comprendre les enjeux de l'intervention en milieu carcéral.

Les formateurs de l'AFPA interviennent auprès des personnes détenues pour leur enseigner des « techniques métier ». Il était nécessaire au préalable, d'appréhender les différents corps de métiers de l'administration pénitentiaire, son fonctionnement, et les conséquences de l'incarcération sur les personnes détenues.

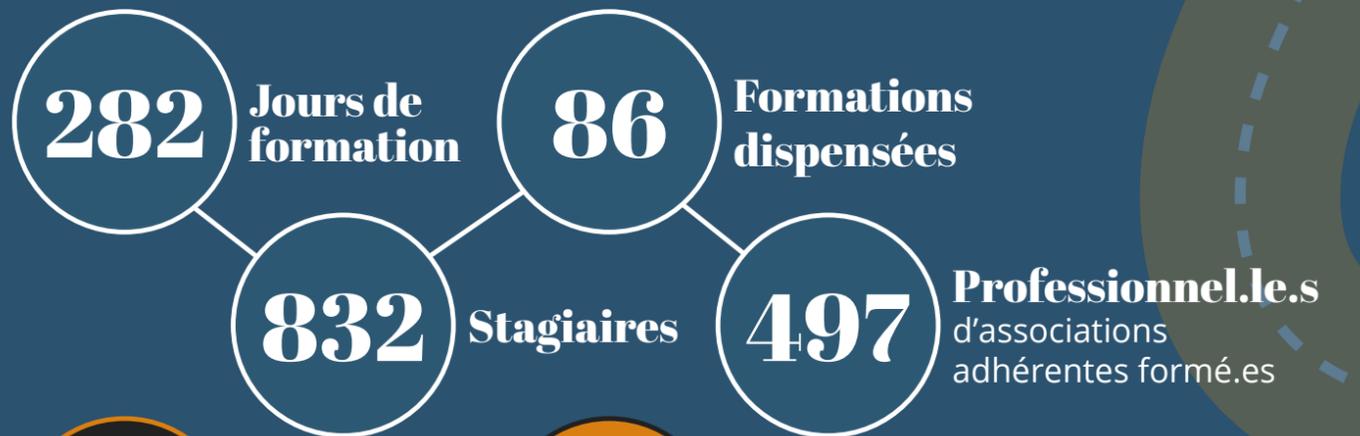
### les objectifs pédagogiques

- Acquérir une compréhension approfondie du fonctionnement et des acteurs de l'administration pénitentiaire.
- Comprendre le parcours pénal et les différentes modalités d'aménagement de peine.
- Développer une posture appropriée en tant qu'animateur en milieu carcéral.
- Gagner en sérénité et en sécurité.

### ADAPTER L'OFFRE POUR GARANTIR L'ACCÈS AUX FORMATIONS

**10 formations ont été réalisées à distance**, en lieu et place de Paris afin de ne pas exposer les associations aux coûts élevés de l'hôtellerie parisienne notamment sur la période des jeux olympiques.

## Professionnaliser le secteur socio-judiciaire



### PALMARÈS DES FORMATIONS PAR CATEGORIES

Techniques professionnelles 33%

Mesures pré-sententielles majeurs 23%

Justice des enfants et des adolescents 16%

Criminologie et troubles du comportement 9%

Justice Restaurative 8%

Mesures post-sententielles majeurs 5%

Droits et procédures judiciaires 4%

Victimologie 2%

Catalogue Formations



# Communication

## Être informé.e

Recevez les actualités de Citoyens & Justice en vous abonnant à la lettre d'informations sur [www.citoyens-justice.fr](http://www.citoyens-justice.fr)



Je m'abonne

Des supports de Com' au format varié !



Que ce soit dans le cadre d'événements organisés ou encore de campagnes menées, la fédération a réalisé différents supports au format varié disponibles sur [www.citoyens-justice.fr](http://www.citoyens-justice.fr), tels que :

- **4 Pod cast et 3 interviews d'hommes réalisés** dans le cadre de sa campagne menée à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre 2024.
- **3 replays concernant les événements de Citoyens & Justice** (webinaires, journée thématique...)

Indicateurs clés



LinkedIn

1<sup>er</sup> canal de communication de la fédération en termes d'audience



Youtube

[www.citoyens-justice.fr](http://www.citoyens-justice.fr)



42 Lettre aux adhérents

9 Lettre d'infos

7 Formation actualités

50 Zoom actualités

## HOMMAGE A ROBERT BADINTER

*Un homme aux valeurs humanistes*  
Suite à l'annonce du décès de Monsieur Robert Badinter, ancien Garde des Sceaux, Marielle Thuau, Présidente de Citoyens & Justice lui a rendu hommage.

25 NOVEMBRE

*Lutte contre les violences faites aux femmes*  
A l'occasion de cette journée, Citoyens & Justice a interviewé 7 hommes qui parlent de leur engagement, en tant qu'hommes, citoyens, et professionnels.

120 IDEES DE LIVRES

*À offrir pour Noël*  
A l'occasion des fêtes de fin d'année, Citoyens & Justice a recensé l'ensemble des œuvres publiées sur son compte LinkedIn : 120 livres, 60 écrivaines et 60 écrivains, que nous avons trouvés remarquables, des classiques de Victor Hugo jusqu'au témoignage de Pauline Hillier, en passant par Sorj Chalandon, Neige Sinno, Nawal El Saadawi ou encore Kazuaki Takano.

Rejoignez nous !



# Citoyens & Justice dans les médias

AJ PENAL

## Contrôle Judiciaire Socio-Educatif +

Dans son dernier numéro paru en décembre 2023, l'AJ Pénal a réalisé un dossier consacré au contrôle judiciaire socio-éducatif. Citoyens & Justice et l'Adaes44 ont participé à la rédaction de ce dossier, en promouvant la mesure et l'intérêt qu'elle porte pour l'accompagnement du justiciable, et plus largement de la société.

ASH

## Le métier du mois : Intervenant Socio-judiciaire

A la fois juriste et accompagnateur, l'intervenant socio-judiciaire exerce des missions sous mandat de justice, au sein des associations du secteur. Un métier qui contribue à rendre la justice plus sociale.

MÉDIAPART

## Le placement extérieur à la prison, un aménagement de peine efficace mais sous-utilisé +

Stéphanie Lassalle, responsable du pôle accompagnement des personnes condamnées, a présenté les travaux de la fédération et son engagement pour le développement de la mesure de placement à l'extérieur depuis les années 2000.

DIRECTION[S]

## Protection judiciaire de la jeunesse : Place à la mesure d'intérêt éducatif +

Sophie Diehl, responsable du pôle Justice des enfants et des adolescents de la fédération Citoyens & Justice, a commenté pour le magazine Direction[s] la mise en œuvre de la nouvelle mesure d'intérêt éducatif.

UNION SOCIALE

## «Peu importe son parcours, un enfant est toujours à protéger» +

Citoyens & Justice a accordé une interview à l'Union Sociale au sujet de la protection de l'enfance. Sophie Diehl, responsable du pôle Justice des Enfants et des Adolescents, y présente les enjeux et les préoccupations communes entre les acteurs de la protection judiciaire de la jeunesse et ceux de la protection de l'enfance.



## RADIO CAMPUS BORDEAUX

### Présentation de Citoyens & Justice +

Interview par Daniel de l'ANVP (Association nationale des visiteurs de prison) de Stéphanie LASSALLE, Responsable du Pôle « Accompagnement des personnes condamnées ».

## RADIO BIG BANG STATION

### « La justice en Europe » +

Vincent Blanchon, responsable du pôle Communication, partenariat et sensibilisation du public a présenté la fédération et le rôle des associations socio-judiciaires.

Retrouvez tous nos engagements & mobilisations sur notre site internet !

Rendez-vous sur [www.citoyens-justice.fr](http://www.citoyens-justice.fr), dans la rubrique *Actualités*, en cliquant sur le thème «Actions publiques, engagement et plaidoyer»

# Quelques réactions & mobilisations aux côtés de nos partenaires



## COMMUNIQUÉS DE PRESSE

- **Solidarités et Santé : Lancement d'une pétition nationale pour sonner l'alarme** +  
Face à la crise des métiers de l'accompagnement et du soin, l'Uniopss poursuit sa mobilisation et ouvre une pétition en ligne afin d'alerter les autorités publiques. Marielle Thuau, présidente de Citoyens & Justice, est signataire de celle-ci.
- **Coûteuse, inefficace et source d'indignité, la politique pénale doit radicalement changer** +  
Les nouveaux chiffres de la population carcérale au 1er octobre, publiés hier par le ministère de la Justice, marquent d'ânièmes tristes records. Trente-trois organisations du milieu prison-justice dénoncent des annonces politiques insensées qui ne feront qu'aggraver cette situation dramatique. Quant aux orientations budgétaires actuellement discutées au Parlement, elles signent un gaspillage de l'argent public et l'impensé du sens de l'incarcération et de la sortie de prison.
- **Extension de la Prime Segur : Les associations tirent la sonnette d'alarme** +  
Dans un communiqué de presse du 30 septembre, 6 organisations, dont Citoyens & Justice alertent les pouvoirs publics sur la mise en œuvre concrète du Segur qui pourrait poser de graves difficultés aux associations, qui n'ont, à ce stade, reçu aucune garantie que l'Etat la compensera.

## TRIBUNE

- **L'extrême-droite, une menace pour l'action associative et citoyenne** +  
Le Mouvement Associatif a publié une tribune le 16 juin dernier alertant des dangers que présente le rassemblement national pour la vie démocratique et associative française. Cette tribune est cosignée par Marielle Thuau, présidente de Citoyens & Justice, aux côtés de 400 organisations associatives et de l'ESS.

# Evènements

## Webinaires

CONTROLE JUDICIAIRE SOCIO-EDUCATIF

### LA PLUE-VALUE DE LA PRISE DE CONTACT AVEC LES VICTIMES

18.01

Le 18 janvier 2024, Citoyens & Justice a organisé pour les adhérents de son réseau un webinaire sur la plus-value de la prise de contact avec les victimes dans le cadre du CJSE. Le replay de ce webinaire est disponible pour les associations adhérentes à la fédération sur le site internet. Une centaine de personnes ont assisté à ce temps d'échanges.



### PRESENTATION DU KIT DE COM'

17.09

Depuis plus d'un an, un groupe de travail issu des membres de la Commission pré-sententielle a engagé une réflexion afin de valoriser la mesure de CJSE. Les résultats de ce groupe de travail ont été présentés et diffusés lors de ce webinaire le 17 septembre 2024.



### COMMENT APPREHENDER LE CONCEPT DE DESISTANCE

10.10

Citoyens & Justice a organisé un webinaire le 10 octobre intitulé « *Appréhender les savoirs sur la désistance pour mieux accompagner le processus de sortie de délinquance* », avec Valérian Benazeth, docteur en sciences politiques et chercheur associé au CESDIP. Un replay de ce webinaire est disponible sur le site internet.



### PRESENTATION DES ACCORDS

08.07

Suite à la signature de deux accords le 4 juin dernier (*mise en place d'une convention collective nationale unique étendue et accord Ségur*), la fédération a adressé une note à son réseau pour clarifier la situation et préciser les actions en cours.

Par ailleurs, elle a organisé un webinaire le 8 juillet et a créé une synthèse avec les points clés abordés durant ce temps d'échanges.



### LES JOURNEES « DECOUVERTE »

04.06

La Fondation du Groupe M6 et Citoyens & Justice organisent un webinaire en direction des structures accompagnant des personnes placées sous main de justice afin de leur présenter *les journées « Découverte »* de la Fondation.



### JOURNÉE INTERRÉGIONALE CITOYENS & JUSTICE

15.10

Le 15 octobre 2024, Citoyens & Justice a fédéré l'ensemble de ses neuf régions autour d'une journée interrégionale inédite, articulant réunions régionales le matin et temps collectif en visioconférence l'après-midi.

**Objectif :** croiser les regards et les pratiques sur un enjeu majeur du réseau, inscrit dans son projet stratégique : le développement de passerelles entre accompagnement socio-judiciaire et santé.

**Au cœur des échanges :** les réalités de terrain, les initiatives déjà déployées et les obstacles rencontrés dans les différents territoires, autour de la santé physique, mentale et sociale des personnes placées sous main de justice.

Neuf associations, issues de chaque région, ont présenté des actions concrètes illustrant la richesse et la diversité des réponses locales.

Ce premier état des lieux collectif nourrit désormais une dynamique partagée : celle de structurer des axes de travail communs à l'échelle nationale dès 2025, en lien avec les partenaires institutionnels et les besoins du terrain.

*Une journée interrégionale autour du lien entre socio-judiciaire et santé*



Replays disponibles

Cliquez sur les icônes



Rejoignez nous!



# Evènements

## Journée Thématique

19.09

### PLACEMENT DANS LES ETABLISSEMENTS ASE/PJJ : POUR UN RISQUE PARTAGE AU SERVICE DE TOUS LES ENFANTS A PROTEGER

Cette journée s'est déroulée le 19 septembre 2024 à Caluire-et-Cuire par Citoyens & Justice et la fondation AJD Maurice Gounon, sur le risque éducatif partagé en protection de l'enfance.

Une journée sous le signe du partenariat et de la complémentarité des acteurs de la protection de l'enfance, avec un regard particulier pour les plus vulnérables d'entre eux que sont les enfants en conflit avec la loi.

En effet, plus de 300 professionnel.le.s des secteurs publics (Aide Sociale à l'Enfance et Protection Judiciaire de la Jeunesse) et associatifs habilités protection de l'enfance (administratif, civil et pénal) qui ont répondu présents, mais aussi des magistrat.e.s, des chercheurs & chercheuses, des assesseur.e.s, des membres de l'administration pénitentiaire, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), des Observatoires Départementaux de la Protection de l'Enfance (ODPE), des étudiants, etc.

L'essentiel

- Réflexion autour du risque éducatif partagé
- Y a-t-il un risque à accueillir un jeune au pénal dans une maison d'enfants ?
- Le risque éducatif au service des jeunes les plus vulnérables y compris au pénal, l'exemple du SAPMN
- Pour un risque partagé ASE / PJJ / Juridictions / Associations / Jeunes / Parents



RETOUR SUR LA JOURNÉE DU 19 SEPTEMBRE 2024

SYNTHÈSE & VIDÉOS

### PLACEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS ASE/PJJ : POUR UN RISQUE ÉDUCATIF PARTAGÉ AU SERVICE DE TOUS LES ENFANTS À PROTÉGER

Capture d'écran/Film (logog)

Document de synthèse



RETOUR SUR LA JOURNÉE DU 19 SEPTEMBRE 2024

### RÉFLEXION AUTOUR DU RISQUE PARTAGÉ

Laurent Oti,  
Invité Fil rouge, chercheur en travail social et  
cofondateur de l'association InterMédias Robinson,  
éducateur, enseignant, philosophe social

Nous tenons à remercier Laurent Oti pour son intervention à la fois ancrée et décalée, questionnante et impactante sur la notion du risque partagé.

Pour le chercheur, cette thématique parle de nos pratiques, de nos peurs, de l'évolution de la société et des nouvelles appréhensions autour du cadre, de nos places, de la notion de lien, de la distance et de la proximité. De la nécessité de rejoindre l'autre, mais aussi de nos difficultés à changer notre regard sur nos progrès attendus dans un contexte où nous sommes toutes et tous convaincu.e.s que le meilleur est aujourd'hui derrière nous.

En préambule, Laurent Oti rappelle à l'assistance que le risque est non seulement le contraire du danger, mais qu'il nous permet aussi de vaincre nos peurs paralysantes. Là où il y a prise de risque, il y a une pensée, une anticipation, une action, alors que le danger survient lorsqu'on ne l'attend pas et que la peur, quant à elle, peut nous rendre inertes.

Derrière la notion de risque se niche aussi une nouvelle façon de penser le travail social à partir de ses artisans que sont les professionnels de terrain, et de la confiance qu'on leur porte pour construire et théoriser leurs pratiques. Le cadre sécurisant dans un passé où chacun avait une place et un statut prédéfini et respecté n'existe plus. Il nous faut être capable de construire un nouveau lien social avec de nouvelles attentes et de nouvelles postures.

VIDÉO

« Car aujourd'hui accompagner ne suffit plus, il ne faut pas accompagner, il faut rejoindre, sortir de son cadre, de ses institutions, sortir de son poste pour aller rejoindre la personne et où elle est. »

C'est un changement important, car nos institutions ont été modelées dans les années 70 par la notion de distance : distance éducative, distance sociale avec le sujet. Il y avait une pensée psychanalytique qui mettait en avant le rôle positif de la distance, mais c'était vrai dans une société où chacun avait sa place et ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

En l'absence de place, il nous faut au contraire renforcer nos liens, mais aussi dépasser la pensée magique du happy end. La réussite éducative en trois temps (rencontre, accompagnement, retour positif dans la société) n'existe pas. Les chutes et rechutes font partie intégrante du processus de tout travail social.

« Il faut beaucoup de courage pour réussir... Le courage n'est pas de ne pas réfléchir de la nuit, c'est de continuer à l'interprétation de son chemin. Même quand il y a rebond il se passe quelque chose vers les progrès ou les progrès futurs. »

Rejoignez nous !



# La culture

## au coeur de la Justice



## Les cinés-débats

### Le Festival du film Justice & droits humains



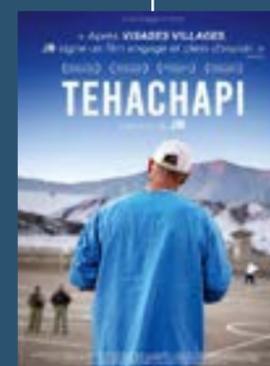
Le **Festival du Film Justice et Droits Humains** s'est déroulé, pour sa 4ème édition, du 23 au 28 septembre au cinéma Utopia à Bordeaux, et avait pour thématique « Liberté ! ».

La fédération, par le biais d'Alix Cholez, en service civique à Citoyens & Justice, a pu participer de près à l'organisation de cette édition (*dossier de subvention, presse, programme, accueil etc.*). La fédération a par ailleurs animé une table ronde sur le thème de la présomption d'innocence, lors de la projection du film « La chasse », réalisé par Thomas Vinterberg.



La commission nationale post sententielle a organisé une projection débat le 4 avril à l'occasion de son rassemblement, à Albi.

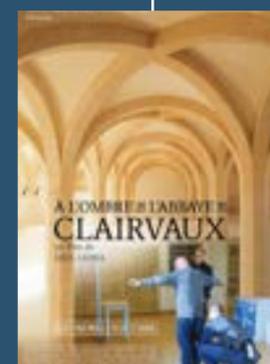
« *Au-delà des barreaux* » est un film documentaire réalisé par Antoine Brendlen pour l'association Le Mas.



Le 1er juillet, Citoyens & Justice organisait un ciné débat au cinéma Utopia de Bordeaux sur « *Tehachapi* », le dernier film de l'artiste JR.

Un excellent support pour parler d'art et de culture en prison comme levier de réinsertion.

Environ 180 personnes ont assisté à l'unique projection de ce film documentaire à l'Utopia de Bordeaux.



Le mardi 10 décembre, Citoyens & Justice a organisé un ciné-débat sur le film « *A l'ombre de l'abbaye de Clairvaux* », abbaye Cistercienne rayonnante devenue ensuite geôle de la République jusqu'en 2023.

Stéphanie Lassalle, responsable du pôle accompagnement des personnes condamnées, a animé ce temps d'échange devant une cinquantaine de personnes.

Rejoignez nous !



# Nos partenaires

# Merci à tous les adhérents, partenaires institutionnels et associatifs et soutiens de la fédération !





*“Engagée pour une justice  
préventive, réparatrice et humaniste !”*

**Citoyens & Justice**  
Fédération nationale  
des associations  
socio-judiciaires

351 boulevard Wilson  
CS 31679  
33073 Bordeaux Cedex  
Tél. 05 56 99 29 24

federation@citoyens-justice.fr  
www.citoyens-justice.fr

**Rejoignez nous !**

